

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Frederic-Lordon-Fin-de-monde>

# Frédéric Lordon : Fin de monde ?

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : samedi 8 décembre 2018

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

La chute d'un ordre de domination se reconnaît à la stupéfaction qui se lit sur les visages de ses desservants. Samedi, le spectacle n'était pas seulement dans la rue. Il était, et il dure toujours depuis, sur les faces ahuries de BFM, de CNews, de France 2, et d'à peu près tous les médias audiovisuels, frappées d'incompréhension radicale. Que la stupidité ait à voir avec la stupéfaction, c'est l'étymologie même qui le dit. Les voilà rendues au point d'indistinction, et leur spectacle commun se donne comme cette sorte particulière d'« information » : en continu.

Comme l'esprit se rend préférentiellement aux idées qui font sa satisfaction et là où il trouve du confort, les trompettistes du « nouveau monde » et du « macronisme révolutionnaire », sans faire l'économie d'une contradiction, retournent invariablement à l'écurie de leurs vieilles catégories, les catégories du vieux monde puisque c'est celui-là qui a fait leur situation, leurs émoluments et leur magistère (*lire « [Macron, le spasme du système](#) »*). Et les voilà qui divaguent entre l'ultradroite et l'extrême gauche, ou l'ultragauche et l'extrême droite, cherchent avec angoisse des « représentants » ou des « porte-parole » présentables, voudraient une liste circonstanciée de « revendications » qu'on puisse « négocier », n'en trouvent pas davantage, ni de « table » autour de laquelle se mettre. Alors, en désespoir de cause, on cherche frénétiquement avec le gouvernement au fond du magasin des accessoires : consultations des chefs de parti, débat à l'Assemblée, réunion avec les syndicats à l'espoir d'une « sortie de crise » accrochée à un moratoire sur la taxe gasoil ? un Grenelle de quelque chose peut-être ? C'est-à-dire pantomime avec tout ce qui est en train de tomber en ruine. Voilà où en sont les « élites » : incapables de seulement voir qu'il n'est plus temps, que c'est tout un monde qui est en train de partir en morceaux, le leur, qu'on ne tiendra pas pareille dislocation avec du report de taxe ou des taux minorés, bien content si les institutions politiques elles-mêmes ne sont pas prises dans l'effondrement général. Car il ne s'agit pas d'un « mouvement social » : il s'agit d'un soulèvement.

Quand une domination approche de son point de renversement, ce sont toutes les institutions du régime, et notamment celles du gardiennage symbolique, qui se raidissent dans une incompréhension profonde de l'événement à l'ordre n'était-il pas le meilleur possible ? », doublée d'un regain de hargne, mais aussi d'un commencement de panique quand la haine dont elles font l'objet éclate au grand jour et se découvre d'un coup à leurs yeux. Ceci d'autant plus que, comme il a été noté, la singularité de ce mouvement tient à ce qu'il porte désormais l'incendie là où il n'avait jamais été, et là où il doit être : chez les riches. Et sans doute bientôt, chez leurs collaborateurs.

On lit que la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « *BFM enculés* » sur les Champs, et que le président de la société des journalistes a découvert, dans le même état, que « *cela ne vient pas de militants mais de gens du quotidien* ». Les pouvoirs de ce genre, ceux de la tyrannie des possédants et de leurs laquais, finissent toujours ainsi, dans la sidération et l'hébétéude : « ils nous détestent donc tant que ça ». La réponse est oui, et pour les meilleures raisons du monde. Elle est aussi qu'après toutes ces décennies, le moment est venu de passer à la caisse et, disons-le leur dès maintenant, l'addition s'annonce salée. Car il y a trop d'arriérés et depuis trop longtemps.

Depuis les grèves de 1995, la conscience de ce que les médias censément contre-pouvoirs sont des auxiliaires des pouvoirs, n'a cessé d'aller croissant. Du reste, ils ont oeuvré sans discontinuer à donner plus de corps à cette accusation à mesure que le néolibéralisme s'approfondissait, mettait les populations sous des tensions de plus en plus insupportables, qui ne pouvaient être reprises que par un matraquage intensif des esprits, avant qu'on en vienne à celui des corps.

C'est à ce moment que, devenant ouvertement les supplétifs du ministère de l'intérieur en plus d'être ceux de la fortune, ils se sont mis à rendre des comptages de manifestants plus avantageux encore que ceux de la préfecture, puis à entreprendre de dissoudre tous les mouvements de contestation dans « la violence » et par-là à indiquer clairement à qui et à quoi ils avaient partie liée.

C'est peut-être en ce lieu, la « violence », que la hargne des laquais trouve à se dégonder à proportion de ce qu'ils

sentent la situation leur échapper. Au reste, « condamner » ayant toujours été le meilleur moyen de ne pas comprendre, à plus forte raison poussé par des intérêts si puissants à la cécité volontaire, « la violence des casseurs » a été érigée en dernière redoute de l'ordre néolibéral, en antidote définitif à toute contestation possible » sans par ailleurs voir le moins du monde le problème à célébrer le 14 juillet 1789 ou commémorer Mai 68 : folle inconséquence de l'Histoire embaumée, mise à distance, dévitalisée, et privée de tout enseignement concret pour le présent.

En tout cas, dans le paysage général de la violence, les médias, surtout audiovisuels, ont toujours pris ce qui les arrangeait en ayant bien soin de laisser le reste invisible, donc la violence incompréhensible, par conséquent à l'état de scandale sans cause : le mal à l'état pur. Mais pourquoi, et surtout au bout de quoi, les Conti envahissent-ils la sous-préfecture de Compiègne, les Goodyear séquestrent-ils leur direction, les Air France se font-ils une chemise de DRH, et certains gilets jaunes sont-ils au bord de prendre les armes ? Qu'est-ce qu'il faut avoir fait à des gens ordinaires, qui ont la même préférence que tout le monde pour la tranquillité, pour qu'ils en viennent à ces extrémités, sinon, précisément, les avoir poussés à toute extrémité ?

Le déni de la violence sociale est cette forme suprême de violence à laquelle Bourdieu donnait le nom de violence symbolique, bien faite pour que ses victimes soient réduites à merci : car violentées socialement, et méthodiquement dépouillées de tout moyen d'y résister « dans les formes » puisque tous les médiateurs institutionnels les ont abandonnées, elles n'ont plus le choix que de la soumission intégrale ou de la révolte, mais alors physique, et déclarée d'emblée odieuse, illégitime et anti-démocratique » normalement le piège parfait. Vient cependant un moment où la terreur symbolique ne prend plus, où les verdicts de légitimité ou d'illégitimité volent à leur tour, et où la souffrance se transforme chimiquement en rage, à proportion de ce qu'elle a été niée. Alors tout est candidat à y passer, et il ne faudra pas s'en étonner : permanences de députés, banques, hôtels particuliers, préfectures, logiquement plus rien n'est respecté quand tout a failli.

Il est vrai qu'à ceux qui ont lié leur position et leurs avantages au cadre du moment, et qui n'ont cessé de répéter qu'il n'y en avait ni de meilleur ni simplement d'autre possible, l'irruption du hors-cadre radical ne laisse aucune autre solution de lecture que « l'aberrant », le « monstrueux », ou mieux encore, quand elle est « avérée », la « violence ». Encore fallait-il qu'elle demeure marginale pour pouvoir être maintenue dans son statut de monstruosité, et puis aussi qu'on occulte systématiquement la responsabilité de celle des forces de police. Mais ce sont ces deux conditions qui sont en train d'être détruites en ce moment.

La première parce que les « gilets jaunes » offrent à profusion cette figure oxymorique, incompréhensible pour les pouvoirs, des « braves gens enragés ». « Enragé » normalement c'est « enragé », c'est-à-dire ultra-radical-minoritaire. Ça ne peut pas être « braves gens », qui veut dire majorité silencieuse » ou bien contradiction dans les termes. Or, si. Assez simplement même : on est enragé quand on est poussé à bout. Il se trouve qu'au bout de 30 ans de néolibéralisme parachevés par 18 mois macroniens de guerre sociale à outrance, des groupes sociaux entiers ont été poussés à bout. Alors enragés.

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur » comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous

ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

L'autre condition est de maintenir les agissements réels de la police hors-champ. Sur ce front-là, on se battra jusqu'au bout dans les chefferies audiovisuelles. Le mensonge par occultation est général, acharné, épais comme de la propagande de dictature. La population basculerait instantanément dans l'indignation si elle avait l'occasion de voir le dixième de ce que les grands médias audiovisuels lui cachent systématiquement, ainsi ces vidéos d'une [vieille dame en sang gazée](#) ou d'un [retraité matraqué](#). Quand France Info nous avait saoulés jusqu'à la nausée des vitres de Necker ou du McDo en feu, aucun flash à la mi-journée de lundi n'avait encore informé de la mort d'une octogénaire tuée par une grenade lacrymogène. Les robots de BFM n'opposent jamais aucune image aux syndicalistes policiers qui disent qu'on les « matraque » (sic !) et qu'on les « mutile ». Mais, si les mots ont encore un sens, de quel côté du flashball ou du lanceur de grenades compte-t-on les éborgnés et les mains arrachées ? On se demande si Nathalie Saint-Cricq ou Apathie garderaient leur déjeuner si on leur montrait au débotté les photos proprement insoutenables (il s'agit de blessures de guerre) de manifestants mutilés « vraiment » par les armes de la police. On ne sache pas qu'il se soit encore trouvé un seul grand média audiovisuel pour montrer en boucle, comme ils le font d'habitude, aux « braves gens » pas encore devenus casseurs cette vidéo d'un jeune homme roué de coups par huit policiers, qui achèverait de les informer sur le degré de confiance qu'il convient d'avoir en la « police républicaine » quand on met tout ça « **ces dizaines de vidéos, ces centaines de témoignages->** <https://lundi.am/Violences-policieres> » bout à bout.

Mais il y a une économie générale de la violence et on sait ce qu'elle donne quand elle est lancée : elle est réciprocaire, divergente et peut emmener très loin. Nul ne sait jusqu'où dans la situation actuelle, et peut-être à des extrémités dramatiques. Mais qui l'aura déclenchée sinon Macron qui, après avoir déclaré la guerre sociale à son peuple, lui déclare la guerre policière, peut-être bientôt la guerre militaire, en compagnie des médias de gouvernement qui lui déclarent la guerre symbolique ? Le partage des responsabilités est d'autant plus clair que les offensés auront encaissé très longtemps sans mot dire : l'agression économique, le mépris élitaire, le mensonge médiatique, la brutalité policière. Or le mauvais génie de la réciprocité violente est une mémoire, et une mémoire longue. Sur [un fil Twitter](#) une baqueuse découvre sidérée « elle aussi, comme les primo-manifestants matraqués pour rien, mais en sens inverse, car, en définitive tout est affaire de sidération dans cette histoire, de sidérations opposées, qui passent les unes dans les autres, qui se nourrissent les unes les autres » la baqueuse, donc, découvre de quelle haine ses collègues et elle sont l'objet. Et l'on peine à le croire. Décidément toutes les institutions de la violence néolibérale tombent ensemble des nues. Les collégiens [cernés et gazés au poivre](#) par des flics accompagnés de chiens n'oublieront pas de sitôt ce moment de leur vie où s'est formé décisivement leur rapport à la police et, dans deux ans, cinq ans, cette police oublieuse qui les croisera de nouveau s'émouvra de la détestation brute qu'elle lira sur leurs visages « et n'y comprendra rien.

Et voilà que le corps préfectoral se met à avoir des sueurs froides à son tour. C'est qu'ils ont de quoi se sentir un peu seuls dans leurs hôtels. Depuis que la préfecture du Puy-en-Velay a brûlé, on sait de quoi « les autres » sont capables « oui, maintenant, de tout. Alors il est urgent de négocier un virage sur l'aile sans attendre, pour faire savoir par « quotidien de référence » interposé que l'Élysée macronien a quitté terre, que, eux, préfets, ont conscience des malheurs du peuple, qu'ils pourraient même se reconvertir en lanceurs d'alerte [si on les écoutait](#). On tâchera quand même de se souvenir que ce sont ces préfets qui depuis Nuit debout font éborgner, grenader, et tirer-tendu.

Mais l'on y verra surtout le retour de ce qu'on pourrait appeler « la situation La Boétie », celle que le pouvoir s'efforce de nous faire oublier constamment, et d'ailleurs que nous oublions constamment, tant elle semble un

incompréhensible mystère : ils sont très peu et règnent sur nous qui sommes nombreux. Il arrive cependant que le voile se déchire et que fasse retour la cruelle réalité arithmétique du pouvoir. Et c'est bien cet aveu touchant de candeur qu'a consenti samedi soir le sous-ministre de l'intérieur, en reconnaissant qu'il ne pouvait guère engager davantage de troupe à Paris quand toute la carte de France clignote et demande de la garnison. Un manager de la startup nation trouverait sans doute à dire que le dispositif est « stressé ». Le « stress du dispositif », c'est le retour de La Boétie. *Nous* sommes les plus nombreux. Nous sommes même *beaucoup* plus nombreux qu'eux. C'est d'autant plus vrai que le plein est loin d'avoir été fait et qu'il y a encore une belle marge de progression. Tout ça se vérifiera bientôt : lycéens, étudiants, ambulanciers, agriculteurs, tant d'autres.

Mais alors quoi ? L'armée ? L'adolescent désaxé qui est à l'Élysée en est très capable : n'utilise-t-il pas contre sa population des grenades qui sont des armes de guerre, et n'a-t-il pas fait placer des snipers avec fusils à lunettes au sommet de quelques bâtiments parisiens, image des plus impressionnantes, étonnamment offerte par *Le Monde* qui est peut-être en train de se demander lui aussi s'il n'est pas temps de lâcher son encombrant protégé dans un virage ?

En tout cas, terrible moment de vérité pour l'éditorialisme « faites ce que vous voulez ». On avait adoré le dégagisme à Tunis ou place Tahrir. Mais expliqué que ce qui est là-bas un merveilleux sursaut de la liberté est ici du populisme crasseux qui rappelle les heures sombres. Jusqu'ici ça tenait. Et voilà que « mais votez Macron » pourrait bien tourner Mubarak, mon dieu dans quelle mouscaille ne nous sommes-nous pas mis ? Et forcément, plus on paye pour en sortir, plus on en met partout. Tout revient, tout éclabousse. Or nous en sommes là : quand un pouvoir verse une prime exceptionnelle à des forces de l'ordre qui se rendent chaque jour plus odieuses, c'est qu'il redoute par-dessus tout d'être lâché par elles et que, toute légitimité effondrée, il ne tient plus que par son appareil de force, dans la main duquel en réalité il se remet entièrement. Faites ce que vous voulez, mais votez Mubarak.

Ce pouvoir est honni car il s'est méthodiquement rendu haïssable. Il paye une facture sans doute venue de très loin, mais dont il est le parachèvement le plus forcené, par conséquent l'endosseur le plus logique. Il n'a plus pour se cramponner que le choix de la répression sanglante, peut-être même de la dérive militaire. Il ne mérite plus que de tomber.

Frédéric Lordon\* pour son blog « [La pompe à phynance](#) »

[La pompe à phynance](#). *Le Diplo*. Paris, le 5 décembre 2018.

\* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « **Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières** », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « **La politique du capital** », Odile Jacob, 2002. « **Imperium** » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.